

CUBA AU CŒUR D'UNE NOUVELLE GÉOPOLITIQUE LATINO-AMÉRICAINÉ

Hortense Faivre d'Arcier-Flores

L'Esprit du temps | « *Outre-Terre* »

2015/2 N° 43 | pages 47 à 61

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847953343

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2015-2-page-47.htm>

!Pour citer cet article :

Hortense Faivre d'Arcier-Flores, « Cuba au cœur d'une nouvelle géopolitique latino-américaine », *Outre-Terre* 2015/2 (N° 43), p. 47-61.

DOI 10.3917/oute1.043.0047

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Cuba au cœur d'une nouvelle géopolitique latino-américaine

Hortense Faivre d'Arcier-Flores¹

« Il n'y aura pas de Sommet des Amériques sans Cuba » avaient déclaré successivement les dirigeants des pays de l'ALBA² en prévision de la prochaine rencontre à Panama en avril 2015, exprimant ainsi le consensus profond de toute l'Amérique latine et des Caraïbes qui ratifiaient leur appui et leur solidarité à la République de Cuba³. Cette décision commune précédait de plusieurs mois l'annonce historique du rétablissement des relations diplomatiques entre La Havane et Washington, déclarée par les présidents Barack Obama et Raúl Castro le 17 décembre 2014.

Lorsqu'en 2006 Fidel Castro pour des raisons de santé laissa la place à son frère Raúl à la tête de l'État cubain, ses détracteurs les plus virulents prédisaient déjà que le régime communiste tomberait comme un « fruit mûr » dans l'orbite états-unienne⁴. Aujourd'hui, nous n'en sommes pas à ce scénario. Dans une économie à bout de souffle, frappée par les ravages successifs des ouragans dans la zone et par l'imposition d'un embargo économique et financier, la grande île caribéenne, devenue un acteur incontournable sur la scène politique régionale, continue de nous surprendre par sa capacité de résistance aux crises qu'elle traverse et sa facilité d'adaptation aux nouvelles réalités du XXI^e siècle.

Beaucoup d'arguments ont été avancés pour expliquer la pérennité de la Révolution cubaine, notamment au cours des années très critiques de la décennie 1990, connues en tant que « Période spéciale en temps de paix ». Sur le plan intérieur, on retiendra la combativité du peuple cubain pour sa survie au quotidien qui s'est également traduite dans cette « bataille des idées » livrée au sein de la société et de la classe politique en direction de la recherche de compromis et de solutions plus rationnelles et pragmatiques afin de sauver les acquis du socialisme. Tel fut le message délivré par le VI^e Congrès du PC en avril 2011, une volonté d'ouverture

1 Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, UMR 8136 IRICE

2 Les pays de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité du commerce des Peuples (ALBA-TCP) sont actuellement au nombre de dix. Le bloc comprend : Cuba, le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie, le Nicaragua, les îles caribéennes de la Dominique, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, d'Antigua-et-Barbuda, de Saint-Christophe-et-Niévès et de Grenade, <www.alianzabolivariana.org/>.

3 Instauré depuis 1994, le Sommet des Amériques réunit tous les deux ans 34 chefs d'État des pays qui intègrent l'Organisation des États américains, Cuba étant exclue. Déjà en février 2012 les présidents des pays de l'ALBA s'étaient rassemblés à la Havane avant le VI^e Sommet des Amériques afin de décider d'une position commune pour que Cuba puisse participer à ce sommet.

4 *Réflexion* de Fidel Castro, « L'Empire et l'île indépendante », 14 août 2007, *Granma*, <www.granma.cu/granmad/secciones/reflexiones/fra-042.html>.

déjà entamée sous Raúl Castro⁵ et qui s'est révélée franchement audacieuse avec les nouvelles orientations destinées à corriger certains « excès idéalistes et égalitaristes » institués par la Révolution⁶.

Sur le plan extérieur, Cuba a acquis une certaine aura en raison de son action solidaire dans le monde, des succès réalisés dans l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et de sa capacité d'autocritique, en particulier sur le thème sensible des droits de l'homme, ce qui lui a valu une reconnaissance des grands organismes internationaux⁷ et l'estime de nombreuses personnalités du monde politique comme Jimmy Carter ou encore l'ex-ministre des Affaires extérieures espagnol Miguel Angel Moratinos⁸. Mais c'est davantage l'ampleur de sa coopération technique, scientifique et culturelle, en matière de santé publique et d'éducation, qui a contribué à son rayonnement, surtout en Amérique latine.

Pour comprendre l'enjeu que représente Cuba dans la nouvelle géopolitique latino-américaine, nous reviendrons sur la stratégie de sa politique extérieure caractérisée par une diplomatie multilatérale dont l'aspect phare a été la solidarité internationaliste que La Havane manifesta depuis les années 1960 avec les peuples du Tiers-Monde ; une diplomatie qui s'est maintenue en dépit des bouleversements de la fin du XX^e siècle et qui s'est renforcée en ce début du XXI^e siècle, à l'aune d'un contexte régional particulièrement favorable. Nous nous arrêterons plus spécifiquement sur la décennie 2004-2014 qui atteste de ce rapprochement.

UNE RÉVOLUTION *SUI GENERIS*

La Révolution cubaine est à juste titre considérée comme l'un des événements majeurs de l'histoire du XX^e siècle qui allait bouleverser pour longtemps la géopolitique régionale.

5 Raúl Castro, assumant officiellement la présidence du pays depuis février 2008, a procédé à une série de réformes destinées à assouplir la vie quotidienne des Cubains : liberté d'accès aux nouvelles technologies et aux hôtels pour touristes étrangers, octroi de licences privées de transport et autres mesures concernant le domaine économique (relance de la petite propriété agricole, révision de l'égalité salariale).

6 Les réformes annoncées lors du dernier Congrès du Parti communiste cubain sont destinées à relancer l'économie qui souffre d'un endettement énorme et d'une faible productivité. Ces changements nécessitent des réductions importantes des effectifs de la fonction publique, des concessions de crédits pour développer l'initiative privée avec la possibilité pour les petites entreprises d'embaucher leurs salariés. Cf. Discours de Raúl Castro prononcé à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, 18 décembre 2010, <www.cuba.cu/gobierno/rauldiscursos/2010/esp/r181210e.html> et le Rapport central du VI^e Congrès du PCC, 17 avril 2011, <www.cubadebate.cu/opinion/2011/04/16/texto-integro-del-informe-central-vi-congreso-del-pcc/>.

7 La République de Cuba a été élue membre du Comité exécutif de l'UNESCO en octobre 2007, une décision que les autorités cubaines interprètent comme une reconnaissance par la majorité des États membres de l'organisation de l'œuvre sociale de la Révolution et de son apport solidaire à d'autres peuples du monde. La nomination d'un diplomate cubain comme assesseur du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en mars 2008 est, selon ses propres paroles, une « nouvelle expression du respect de la communauté internationale pour les approches, les positions et les initiatives de Cuba dans ce domaine sensible que sont les droits humains ».

8 Miguel Ángel Moratinos a été l'artisan du rapprochement cubano-espagnol, relançant la coopération bilatérale et jouant un rôle de facilitateur aux côtés de l'Église dans la libération des prisonniers politiques cubains.

Cette rupture, elle l'a d'abord accomplie par le caractère inattendu et radical des transformations structurelles et institutionnelles qui ont modifié en profondeur la société cubaine : nationalisations des secteurs vitaux de l'économie, réforme agraire et redistribution des richesses touchant aux intérêts des grandes entreprises monopolistiques étrangères, ce qui lui valut très vite une hostilité tenace de la part des États-Unis⁹. Dès l'année 1960, ces derniers annulèrent la quote-part sucrière cubaine et mirent fin à leurs livraisons de pétrole ; en janvier 1961, les liens diplomatiques furent rompus et un embargo général décrété sur les exportations à destination de Cuba¹⁰. Face aux attaques terroristes commanditées par la CIA : bombardements contre les aéroports de la Havane et de Santiago et débarquement de 1 500 mercenaires dans la baie des Cochons, Fidel Castro proclama officiellement en 1961 le caractère socialiste de la Révolution¹¹. Le point culminant de cette escalade des tensions fut atteint entre octobre et novembre 1962 avec la découverte de missiles nucléaires soviétiques sur le sol cubain photographiés par des avions espions nord-américains U2. Le monde semblait alors au bord d'une troisième guerre mondiale...

Le Mouvement du 26 Juillet qui avait porté les *Barbudos* au pouvoir en janvier 1959 incarnait alors le succès d'une lutte de libération nationale¹², tandis que la victoire du gouvernement révolutionnaire à Playa Giron en avril 1961 allait lui octroyer un prestige incontestable auprès des peuples du Tiers-Monde qui combattaient pour leur autodétermination. Il est vrai que l'expérience cubaine pouvait représenter à cette époque un modèle de développement pour les autres pays pauvres d'Amérique latine, un exemple subversif dans un contexte extrêmement polarisé où tout mouvement de revendication de justice sociale était très vite taxé de communiste par les classes dirigeantes. Mais pour les États-Unis d'Amérique, situés à une centaine de kilomètres plus au nord, elle représentait un danger et une menace sur leurs intérêts économiques dans la région ; un glacis stratégique sur lequel ces derniers, depuis la fin du XIX^e siècle, s'étaient arrogé un droit d'intervention militaire ou de mise en tutelle des pays situés dans leur sphère d'influence¹³. Ce fut d'ailleurs pour contre-

9 En août 1959, Washington obtenait la condamnation implicite de Cuba à la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des États américains (OEA) à San José (Costa Rica). Fidel Castro y répondit par la « Première Déclaration de la Havane » le 2 septembre 1960 qui affirmait la souveraineté de l'île et s'insurgeait contre les ingérences permanentes des États-Unis en Amérique latine. *Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz, en la Asamblea popular*, <www.cuba.cu/gobierno/discursos/1960/esp/ff020960e.html>.

10 L'embargo total sur le commerce entre Cuba et les États-Unis fut décrété officiellement le 3 février 1962 en vertu du *Trading with the Enemy Act 1917* par le président John F. Kennedy (Ordre exécutif présidentiel 3447), cf. Salim Lamrani, *Washington contre Cuba : un demi-siècle de terrorisme*, Paris, Le Temps des Cerises, 2005.

11 *Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz*, 16 avril 1961, <www.cuba.cu/gobierno/discursos/1961/esp/f160461e.html>.

12 Les historiens cubains, dont le professeur Eduardo Torres Cuevas, considèrent aujourd'hui que la véritable guerre d'indépendance n'eut lieu qu'en 1959. En effet, dans les premières décennies d'une République « médiatisée », Cuba était passée du monopole de la métropole espagnole à celui d'une domination néocoloniale américaine. L'amendement Platt, inclus dans la Constitution cubaine de 1901, permettait à Washington d'exercer un contrôle sur tout le système commercial et le marché cubain.

13 La stratégie de lutte contre « l'ennemi intérieur » avait été expérimentée au Guatemala pour renverser le gouvernement progressiste de Jacobo Arbenz en 1954, mais également au Panama en 1964 et en République Dominicaine en 1965, ainsi qu'en Haïti et dans la plupart des pays d'Amérique centrale, Alain Rouquié, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, le Seuil, 1982.

carrer les effets de contagion de la révolution castriste sur le continent que Kennedy proposa à l'Organisation des États américains (OEA), dès août 1961, ce vaste programme d'aide économique qu'était l'Alliance for Progress, obtenant en janvier 1962 l'exclusion de Cuba de l'OEA.

SOCIALISTES, MAIS NON-ALIGNÉS

Dans le contexte de la Guerre froide, la Révolution cubaine présentait aussi ce paradoxe exceptionnel d'être une révolution socialiste, proche alliée d'un des deux blocs dominants, mais affirmant dans le même temps sa vocation profondément anti-impérialiste et tiers-mondiste.

« Premier territoire libre d'Amérique » comme elle aimait à le rappeler, Cuba chercha à maintenir malgré tout une certaine indépendance de sa ligne politique extérieure. C'est d'ailleurs sans doute ce qui fit la spécificité de la Révolution cubaine et qui explique aussi son retentissement dans le monde, en Amérique latine, mais également en Europe, auprès d'une jeunesse de gauche en quête d'un nouveau modèle de socialisme¹⁴.

Car, rappelons-le, si Cuba s'était ralliée au camp soviétique, pour des raisons politiques et économiques, elle avait toujours affirmé son choix du non-alignement¹⁵. Premier pays d'Amérique latine à participer à la Conférence de Belgrade en 1961 et cofondatrice du Mouvement des non-alignés (MNA), elle se démarquait de la position officielle soviétique par sa sensibilité aux problèmes des pays du Tiers-Monde avec lesquels Fidel Castro partageait les aspirations au développement et à la souveraineté. Nombre d'intellectuels et d'historiens cubains expliquent cette affinité par l'appartenance à l'espace caribéen, carrefour des cultures et des peuples marqué par l'histoire de luttes séculaires contre les pouvoirs colonial et néocolonial¹⁶. Par ailleurs, la constitution de cette troisième force potentielle des pays du Sud avec l'émergence de nouveaux États sur la scène mondiale permettait à Cuba de se faire entendre au moment où le durcissement des relations avec les États-Unis l'isolait un peu plus de l'Amérique latine. L'ONU devint ainsi une formidable tribune d'expression pour

14 Cependant, Cuba ne devait pas condamner l'intervention soviétique en 1968 à Prague, ce qui provoqua un phénomène de rejet de la part des intellectuels qui avaient tant soutenu la Révolution. Par ailleurs, son vote aux côtés de l'URSS à l'ONU pour l'invasion de l'Afghanistan en 1979 lui fit perdre une partie de ses soutiens au sein du Mouvement des non-alignés (MNA), notamment auprès des pays musulmans.

15 Le gouvernement cubain avait envoyé des émissaires dès 1959-1960 en Égypte, en Tunisie et dans des pays africains (Guinée et Soudan) dans le but de développer une politique multilatérale en dehors des deux blocs et se prononçant en faveur du désarmement et de la suspension des essais nucléaires, cf. Archives diplomatiques, série B Amérique 1952-1963, sous-série Cuba, dossier 23.

16 Fernando Ortiz, Alejo Carpentier et Cintio Vitier s'accordent à voir dans cette relation tout à fait particulière de Cuba avec le Tiers-Monde un trait culturel proprement national qui viendrait du syncrétisme multiracial et multiculturel constitutif de l'identité cubaine.

Fidel Castro qui y avait prononcé le discours le plus long et mémorable de l'histoire des Nations unies le 26 septembre 1960, abordant les thèmes fondamentaux de sa pensée politique. Au-delà du clivage Est-Ouest, Cuba se voulait l'emblème du dialogue Nord-Sud avec la mise en œuvre d'une politique étrangère particulièrement active dans les décennies 1960-1970. Elle joua également un rôle fédérateur au sein du bloc hétérogène des pays en développement, présidant le MNA en 1979, puis en 1983.

LES ENGAGEMENTS SOLIDAIRES

L'action extérieure de Cuba se manifesta également par un soutien actif aux différentes nations qui luttèrent pour leur indépendance en Afrique et en Amérique latine, faisant de l'anti-colonialisme et de l'anti-impérialisme son cheval de bataille. Dans sa *Deuxième Déclaration de la Havane* en février 1962, Fidel Castro évoquant les liens qui unissaient l'île au reste du sous-continent appelait au soulèvement des « masses exploitées d'Amérique ». Si la révolution était, selon lui, « inévitable » au vu des « conditions d'exploitation terribles dans lesquelles vivait l'homme américain », il tenait à dissocier le principe de la solidarité internationaliste de l'ingérence extérieure en affirmant que « la révolution ne s'exporte pas » et que « ce sont les peuples qui la font »¹⁷.

Les engagements en Afrique, dès 1963, témoignèrent dans ces années-là d'une velléité réelle d'autonomie de Cuba face à la bipolarisation du monde et au jeu des deux superpuissances¹⁸. Elle fit de la solidarité internationaliste un axe majeur de sa diplomatie. C'était non seulement une nécessité pour un petit pays pauvre afin de garantir l'indépendance nationale mais aussi un devoir moral, expliquait Che Guevara, figure charismatique de la Révolution. Après une tournée de trois mois dans huit pays africains et en Chine, ce fut à Alger, le 24 février 1965, dans un discours mémorable, que le Che invoqua l'urgence d'élaborer une stratégie globale d'extension de la lutte révolutionnaire par la multiplication des foyers de guérillas¹⁹. Puis, en avril de la même année, il se rendit clandestinement avec un contingent de 128 combattants volontaires cubains dans l'ex-Congo belge qui venait d'accéder à l'indépendance et qui était en proie aux déchirements de la guerre civile après l'assas-

17 *Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro, Segunda Declaración de La Habana, 4 de febrero de 1962*, <www.ciudadseva.com/textos/otros/2declara.htm>.

18 Pour Che Guevara, la paix durable dans le monde ne pouvait se faire tant que persistaient des conditions d'injustice et que les droits des peuples colonisés n'étaient pas respectés. La doctrine de la « coexistence pacifique » défendue par l'URSS était donc inconcevable dans la relation dialectique exploités/exploiteurs propre au système capitaliste, *Discurso del Comandante Che Guevara en la ONU*, 11 décembre 1964, <es.scribd.com/doc/9619462/Che-Guevara-Discurso-en-la-ONU>.

19 Ernesto Che Guevara, « Discours d'Alger », *Le socialisme et l'homme à Cuba*, Paris, Librairie François Maspéro, 1976, p. 70-85.

sinat de Patrice Lumumba. Se solidarisant avec la lutte du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), il préparait déjà le terrain d'une future intervention cubaine dans ce pays²⁰.

La Havane, au cœur de la Caraïbe, devint ainsi l'épicentre de la solidarité tiers-mondiste, aussi bien pour l'Amérique Latine avec laquelle elle aspirait à un destin commun que pour le reste du monde, accueillant en octobre 1960 l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP). Et ce fut en janvier 1966, lors de la célèbre Conférence tricontinentale, que virent le jour dans la capitale cubaine l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, Asie et Amérique latine (OSPAAAL) puis, en 1967, l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS).

L'échec de la guérilla du Che en Afrique, puis dans le maquis bolivien en 1967 a sans doute sonné le glas de la tentative d'unification du mouvement armé révolutionnaire à l'échelle continentale et marqué une nouvelle étape dans la politique extérieure de Cuba, plus préoccupée alors de diversifier ses relations avec d'autres partenaires économiques. Les années 1970 et 1980 scellèrent l'alliance entre Cuba et l'URSS, son adhésion au Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) en 1972 lui ayant assuré une sécurité énergétique²¹. C'est donc forte de cet appui que Cuba avait pu lancer sa seconde grande intervention militaire en Afrique, couronnée par le succès de l'Opération *Carlota* déployée en Angola en 1975. La bataille décisive de Cuito-Cuanavale en 1988 fut le coup d'envoi de la disparition du régime d'apartheid en Afrique du Sud et signa la fin de l'engagement militaire cubain dans le monde²².

CUBA DANS LE MONDE

Le retour de la diplomatie cubaine sur le continent s'était effectué dans les années 1970, dans un contexte très contrasté, ponctué par la victoire de Salvador Allende au Chili en 1971, et grâce à la détente instaurée par l'administration Carter. L'intégration de l'île caribéenne au sein de l'institution régionale du Système économique

20 Cf. Piero Gleijeses, *Misiones en conflicto: La Habana, Washington y África (1959-1976)*, La Habana, Ed. Ciencias sociales, 2002.

21 L'approvisionnement énergétique soviétique a permis à l'île de ne pas souffrir des répercussions du choc pétrolier mais accru en même temps sa dépendance économique. Plus de 80% des échanges de Cuba vers l'extérieur s'effectuaient dans le cadre du COMECON, cf. Remy Herrera (éd.), *Cuba révolutionnaire. Économie et planification*, Paris, L'Harmattan, Coll. Forum du Tiers-Monde, t. 2, 2006.

22 Dans le cadre de sa politique internationaliste, Cuba avait envoyé dès les années 1960 des techniciens et instructeurs civils et militaires former les cadres africains, des troupes et du matériel de guerre en Angola, puis en Éthiopie, en Namibie et au Mozambique. Parmi les 350 000 combattants volontaires cubains engagés dans la guerre civile de l'Angola entre 1975 et 1991 et qui affrontèrent aussi les troupes du Zaïre puis de l'Afrique du Sud, on comptabiliserait plus de 2 000 morts. La contribution essentielle de Cuba à la lutte pour la fin de l'apartheid fut chaleureusement soulignée par Nelson Mandela lors de sa visite à Cuba dans la ville de Matanzas en 1991, cf. Piero Gleijeses, *Visiones de la libertad, La Habana, Washington, Pretoria y la lucha por el Sur de Africa, 1976-1991*, The University of North Carolina Press, 2013.

latino-américain et des Caraïbes (SELA)²³ dont elle était cofondatrice ouvrait une brèche dans l'isolement où elle était confinée. Mais très vite le durcissement des relations cubano-états-uniennes²⁴ et la politique interventionniste de Ronald Reagan en Amérique Centrale²⁵ poussèrent Cuba à entamer un dialogue avec l'Europe et plus particulièrement la France et l'Espagne. On vit alors se mettre en place une politique de coopération et d'ouverture prudente, donnant priorité au développement du tourisme, au moment même où le gouvernement cubain lançait sa campagne de « rectification des erreurs » en 1986²⁶.

DES ANNÉES DE PLOMB À L'INTÉGRATION LATINO-AMÉRICAINNE

À partir de 1991, avec la chute du bloc des pays socialistes, Cuba fut à nouveau contrainte de modifier l'orientation de sa politique extérieure, sans abandonner pour autant ses orientations internationaliste²⁷. Privée du soutien vital de l'aide soviétique, elle dut procéder à des réformes urgentes visant à gérer les graves pénuries d'une économie en faillite, alors que se renforçait l'embargo états-unien avec les lois Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996)²⁸. La Havane dut alors miser sur le développement des relations multilatérales en priorité avec la communauté latino-américaine et caribéenne. Sa participation aux organisations régionales – Association des États de la Caraïbe (AEC), Communauté caribéenne (CARICOM) et Association latino-américaine d'intégration (ALADI) – s'effectua dans le sens d'une adaptation de son économie à un contexte mondialisé²⁹.

Or, la décennie 1990 fut aussi l'époque où la restauration de la démocratie en Amérique latine coïncidait avec l'application du modèle néolibéral sur tout le conti-

23 Le SELA est un organisme intergouvernemental né en 1975 dont le siège est à Caracas. Il est constitué de 26 pays de la région dont l'objectif est de promouvoir un système de consultation et de coordination pour adopter des positions stratégiques communes en matière économique et impulser la coopération entre pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

24 La guerre idéologique contre Cuba allait s'intensifier avec la création de *Radio Martí* émettant depuis Miami et de la *Cuban American National Foundation*, organisation cubano-états-unienne qui eut l'impact le plus significatif sur les relations entre Cuba et les États-Unis, principalement en ce qui concernait les sanctions économiques. L'exode de 125 000 Cubains partis de Mariel en avril 1980 marqua un tournant dans la politique migratoire avec les États-Unis, cf. Salim Lamrani, *Etat de siège, les sanctions économiques des États-Unis contre Cuba*, Ed. Estrella, 2011.

25 *Operation Urgent Fury* à Grenade en 1983 et intervention au Panama en 1989, soutien à la *Contra* au Nicaragua.

26 Fidel Castro Ruz, *Informe central al III Congreso del Partido Comunista de Cuba*, La Havana, Editora Política, 1985.

27 Alors que la crise économique commençait à toucher tous les secteurs du pays, en mars 1990 Cuba accueillait et soignait au centre de Tarara dix-neuf mille enfants irradiés de Tchernobyl et prenait entièrement en charge leurs frais de traitement.

28 Poussé par la nécessité, le gouvernement cubain a entrepris des réformes structurelles, notamment dans le domaine agricole et développé avec les pays européens une politique de coopération orientée vers l'amélioration des méthodes de travail et l'introduction des notions de rentabilité et d'efficacité économique. La période dite « spéciale » s'est accompagnée d'une dollarisation de l'économie et d'une ouverture encore plus grande aux investissements étrangers autorisée par la Loi du 5 septembre 1995 (*Ley de la Inversión Extranjera*). Le développement spectaculaire du tourisme n'a pas été sans entraîner des effets pervers que le régime a eu bien du mal à juguler : retour de la prostitution, apparition d'une économie à deux vitesses, sentiment de frustration de la population restée en situation de pénurie.

29 Depuis une dizaine d'années, Cuba a déployé d'importants efforts d'intégration dans le contexte caribéen : adhésion au CARIFORUM en 2001 ; inclusion en qualité d'observateur dans les négociations autour de la dernière Convention dite de Lomé IV dont l'accord entra en vigueur en 2003.

ment américain et la promotion d'un « régionalisme ouvert »³⁰, isolant politiquement un peu plus encore le régime cubain du reste des nations latino-américaines. En 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) consolidait l'alliance entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, tandis que l'on assistait à un afflux d'investissements directs étrangers (IDE), notamment de la part de l'Union européenne ; en 1998, l'Espagne devenait le second pays investisseur sur le sous-continent latino-américain. Cependant, les contrecoups sociaux désastreux provoqués par une croissance très inégalitaire dans la région fournirent le terreau favorable à une montée de la contestation populaire et des mouvements indigènes en Équateur, en Bolivie, au Brésil et ils entraînèrent une victoire généralisée des gouvernements de gauche dans une grande majorité des pays d'Amérique latine. L'équilibre géopolitique régional en fut modifié durablement. Le contexte international n'y était sans doute pas étranger. Cette soif d'autonomisation des Latino-américains intervenait dans un climat de questionnement de la politique extérieure nord-américaine sur la planète (échec de la lutte anti-drogue en Colombie, guerre en Irak, violation des droits de l'homme dans la prison d'Abou Ghraïb...).

Après des prises de position d'autonomie clairement affirmées lors du Sommet (spécial) des Amériques à Monterrey en janvier 2004 et du Sommet de l'Union européenne/Amérique Latine et Caraïbes en mai de la même année à Guadalajara, la rupture se confirma au 4^e Sommet des Amériques à Mar del Plata (Argentine) en novembre 2005. Le Venezuela et les pays du MERCOSUR (Marché commun du Sud) s'affrontèrent aux États-Unis, au Canada, au Mexique et au Panama par rapport à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)³¹ défendue par ces derniers. L'échec du projet de libre-échange eut une portée hautement symbolique, car il indiquait une prise de conscience des dangers que pouvaient représenter pour les pays latino-américains le conditionnement de leurs économies aux intérêts des entreprises transnationales, la plupart d'origine états-unienne. Il témoignait d'une indéniable perte d'influence des États-Unis dans la région mais également de la prise en compte des revendications des mouvements sociaux mobilisés dans l'Alliance sociale continentale contre la ZLEA lors des contre-sommets ou forums des peuples.

Cuba se retrouvait donc en harmonie avec ce nouveau courant progressiste qui avait pour objectif prioritaire le renforcement de l'intégration latino-américaine. Les créations presque simultanées de la Communauté sud-américaine des nations (CSN)

30 Le « Consensus de Washington » s'est traduit par l'application d'une politique économique néolibérale de dérégulation et d'ajustements dictée par le FMI et la Banque mondiale, de privatisation, d'ouverture au commerce international et au « libre-échange » prôné par l'OMC. L'expression de « régionalisme ouvert » a été empruntée à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) dans un document que celle-ci publia en 1994, « El regionalismo abierto en América Latina y el Caribe », <repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/2140/S9260981_en.pdf?sequence=2>.

31 La ZLEA ou ALCA en espagnol devait assurer la libre circulation des marchandises et des capitaux de l'Alaska à la Terre de Feu, soit un marché potentiel de plus de 800 millions de personnes.

devenue Union des nations sud-américaines (UNASUR)³², puis celle de l'ALBA-TCP au cours de l'année 2004 étaient destinées à former un contrepois aux traités bilatéraux états-uniens et à instaurer un système d'échanges plus équitable fondé sur la renégociation des prix du pétrole et des matières premières au bénéfice des intérêts nationaux. Ces deux organisations distinctes qui sont des espaces de développement hétérogènes se rejoignent pourtant sur ces principes fondateurs communs que sont la solidarité, la coopération, la paix, l'égalité souveraine des États, le multilatéralisme, la démocratie participative, avec des politiques économiques et sociales orientées vers la réalisation des objectifs du Millénaire.

Cependant l'ALBA, née d'une initiative conjointe des présidents Fidel Castro et Hugo Chávez, a voulu aller plus vite et plus loin dans l'intégration. Pour ses concepteurs, elle était l'expression d'une volonté de transformation des relations humaines et proposait une autre manière de penser les relations internationales ; il s'agissait d'instaurer une diplomatie axée vers la réalisation de l'intérêt commun des peuples³³. Son originalité tenait à sa forme alternative d'échanges fondés sur la coopération solidaire et la complémentarité économique qui prenaient en compte le niveau de développement différencié des divers pays et la dimension de leurs économies dans le but de réduire les asymétries. La création de la Banque de l'ALBA en 2008, puis du Système unique de compensation régionale (SUCRE) en 2009 ont facilité les investissements de capitaux latino-américains dans la région et le développement des projets et des entreprises « *grannacionales* »³⁴.

À partir de Cuba et du Venezuela, l'ALBA tisse aujourd'hui un réseau d'influence qui s'étend de la Caraïbe à l'Amérique centrale et sur le continent. Les premiers accords signés du TCP se sont concrétisés dans le lancement de *PetroCaribe*³⁵ et, plus récemment, avec la création d'ECOALBA de 2012 qui prévoit l'instauration d'une zone économique avec le MERCOSUR. Les bénéficiaires sont mutuels. Cuba a ainsi pu utiliser son capital humain hautement qualifié afin de faire profiter d'autres pays de ses performances au niveau de la médecine, des biotechno-

32 C'est à Cuzco en décembre 2004 que la CSN vit le jour. Elle fut symboliquement rebaptisée « Union » suivant la proposition de Hugo Chávez lors du 1^{er} sommet énergétique sud-américain dans l'île de Margarita (Venezuela) en avril 2007. L'UNASUR qui rassemblait les 12 pays latino-américains fut officiellement créée en mai 2008.

33 Entretien réalisé à Paris le 29 septembre 2012 avec Ramiro Noriega, attaché culturel de l'ambassade d'Équateur en France.

34 Le concept d'entreprises « *grannacionales* » avait été proposé par Hugo Chávez par opposition à celui d'entreprises transnationales. Cela signifiait que la dynamique économique privilégierait la production de biens et de services pour la satisfaction des besoins humains, en garantissant leur continuité et en rompant avec la logique de la reproduction et accumulation du capital, <www.embajadacuba.com.ve/alba/empresas-grannacionales/>.

35 L'accord sur *PetroCaribe* a été signé le 29 juin 2005 à Puerto Cruz (Venezuela) par 14 chefs d'État et de gouvernement de la région. Profitant des cours élevés du pétrole, Hugo Chávez avait obligé les grandes compagnies pétrolières à renégocier les contrats en faveur du pays producteur, les fonds récoltés avaient permis de la sorte de financer dans les pays caribéens des projets de développement social et économique. Actuellement 18 pays de la Caraïbe bénéficient des accords énergétiques de *PetroCaribe*, Cuba recevant autour de 100 000 barils/jour de pétrole. Cependant, les récents travaux de forages effectués dans les eaux cubaines pourraient laisser espérer pour l'île une éventuelle indépendance énergétique, « ¿Una Cuba con petróleo? », 1^{er} janvier 2012, <www.eleconomista.cubaweb.cu/2011/nro412/petroleo.html>.

logies ou de l'éducation. Elle a envoyé des techniciens dans les pays d'Amérique latine en contrepartie de tarifs et de conditions de paiement préférentiels sur le pétrole³⁶. À titre d'exemples, on peut citer la réussite de l'Opération *Milagro* et de celle de *Barrio Adentro* au Venezuela³⁷ ou encore de la campagne d'alphabétisation avec l'application de la méthode *Yo sí puedo* dont le succès mondial a été reconnu par l'UNESCO pour son efficacité et sa valeur. Grâce à ce dernier programme, le Venezuela a été déclaré par l'Unesco territoire libre d'analphabétisme en 2005 et la Bolivie en décembre 2008³⁸. Les Cubains ont aussi occupé l'espace latino-américain dans les domaines culturel et médiatique, de la télévision (*Tele-Sur*) et du livre (Fonds culturel de l'Alba). Mais si les populations locales les plus pauvres reconnaissent le travail effectué dans les *Misiones* sur les terrains les plus difficiles et bien souvent les moins accessibles, leur présence sur le continent a suscité une forte polémique, relancée lors des dernières élections présidentielles au Venezuela et au Brésil.

D'aucuns ont pu parler d'une forme de *soft power* cubain comme stratégie d'insertion régionale et internationale, matérialisée par l'envoi de ces « soldats en blouse blanche »³⁹. En 1998, Cuba lançait le PIS (Programme intégral de santé) destiné aux petits pays de la Caraïbe et ouvrait l'École latino-américaine de médecine (ELAM) dispensant une formation gratuite aux étudiants de toutes nationalités⁴⁰. En 2005, consécutivement aux désastres provoqués par le cyclone *Katrina* sur la côte états-unienne, était créée la Brigade cubaine Henry Reeve, spécialisée pour les interventions dans des situations d'urgence lors de catastrophes naturelles. Cette initiative a en outre permis à Cuba d'optimiser son action humanitaire en Haïti au moment du tremblement de terre en janvier 2010, ou encore au Chili en février 2010⁴¹. Rien de surprenant dès lors à ce que Cuba ait répondu immédiatement aux sollicitations de l'Organisation mondiale de la santé (OMC) et de l'ONU en dépêchant des équipes

36 Cuba achète le pétrole vénézuélien pratiquement au taux international, mais ce que garantit le Venezuela ce sont des conditions de financement favorables pour tous les pays intégrés dans l'accord de *PetroCaribe*, c'est-à-dire le paiement immédiat de 50% de la facture pétrolière, les 50 % restants étant échelonnés sur un délai de 20 ans avec un taux d'intérêt de 1%, entretien avec Antonio Romero Gómez, professeur au Centro de Investigaciones de la Economía Mundial (CIEM), Université de la Havane, Paris, 27 mars 2013.

37 30 000 médecins cubains travaillent dans diverses missions mises en place par la Révolution bolivarienne comme celle de *Barrio Adentro*, fondée sur la médecine préventive. Des centaines de milliers de patients vénézuéliens vont profiter de soins ophtalmologiques à Cuba. Ce programme se développe dans 24 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, mais aussi en Afrique et en Asie (Pakistan). L'Opération *Milagro* organisée conjointement par le Venezuela et Cuba a permis de soigner et d'opérer un million de patients atteints de pathologies oculaires à l'intérieur de missions disséminées dans les pays d'Amérique Latine, des Caraïbes et d'Asie, voir le site du ministère des Affaires étrangères de Cuba, <www.cubaminrex.cu/es/search/node/salud>.

38 La vaste campagne d'alphabétisation lancée dans le cadre de la mission *Robinson* (Venezuela) a concerné un million sept cent mille personnes. Elle a été appliquée également dans quinze pays de la Caraïbe et du continent et, en deux ans, a permis d'apprendre à lire et à écrire à plus de trois millions de personnes.

39 Expression utilisée par Fidel Castro dans une de ses *Réflexions*, « *Cristianos sin Biblia* », *Granma*, 2 mars 2008.

40 En 1998, consécutivement aux désastres provoqués par les ouragans *George* et *Mitch* dans la région, le gouvernement cubain lança l'idée de créer à Cuba l'ELAM qui dispense gratuitement une formation complète à une moyenne de 1500 étudiants de condition modeste et venant de tous les pays, y compris des États-Unis, par an.

41 Voir à ce propos le site <www.cubadebate.cu/etiqueta/brigada-henry-reeve/>.

médicales pour lutter contre l'épidémie d'Ebola. Cette décision s'inscrit dans une continuité de la coopération menée par Cuba en Afrique, en accord avec les pays africains⁴².

L'ACTUALISATION DES RELATIONS INTERNATIONALES

Nous reprenons ici la terminologie officielle d' « actualisation » qui désigne le vaste processus de réformes du modèle socialiste cubain depuis 2011 pour nous référer à la politique extérieure de Cuba aujourd'hui⁴³.

Si La Havane maintient toujours sa position anti-hégémonique, la tendance est désormais à la *realpolitik*. Tempérant son discours anti-impérialiste, elle réitère sa bonne volonté quant au dialogue et au développement de ses échanges multilatéraux.

Cuba renforce ses alliances stratégiques et donne priorité à la coopération. La nouvelle Loi d'ouverture aux investissements étrangers votée par l'Assemblée nationale, entrée en vigueur au cours de l'année 2014, va lui permettre d'impulser le développement intérieur du pays, surtout dans les secteurs clés de l'économie cubaine : agriculture, énergie, industrie pharmaceutique et construction.

Parmi les zones prioritaires pour l'économie cubaine, il y a d'abord l'Amérique latine et les Caraïbes où son intégration dans l'Alliance bolivarienne lui a permis de redynamiser une diplomatie solidaire dans la région et de renforcer le commerce intrarégional. Le Venezuela reste un partenaire incontournable en raison des besoins énergétiques de l'île, mais Cuba exclut toute dépendance vis-à-vis d'un seul pays et cherche à diversifier investissements et partenaires commerciaux. La relation avec le Brésil acquiert depuis quelques années une dynamique nouvelle en raison de l'importance stratégique dans le contexte régional du port de Mariel dont le premier a financé en très grande partie la modernisation et l'agrandissement des infrastructures⁴⁴. Une opportunité pour le Brésil qui parie sur la fin prochaine du blocus. Le

42 Depuis les années 1960, 76 000 médecins et infirmiers cubains ont participé à des missions de santé dans 39 pays africains. Aujourd'hui, ce sont plus de 4 000 professionnels cubains de la santé qui effectuent des missions dans plus de 32 pays du continent africain. Entretien de Remy Herrera avec Hector Igarza Cabrera, ambassadeur de Cuba à Paris, 10 décembre 2014. <www.legrandsoir.info/entretien-avec-hectorigarza-ambassadeur-de-cuba-a-paris.html>.

43 Lire à ce propos la synthèse des interventions d'experts cubains et nord-américains publiée sur le web par Rafael Hernández et Jorge Dominguez (éd.), *Cuba la actualización del modelo. Balance y perspectiva de la transición socialista*, Temas – Centre David Rockefeller de l'Université d'Harvard, Washington DC, décembre 2013. <drclas.harvard.edu/files/drclas/files/cuba_la_actualizacion_del_modelo.pdf>.

44 Plus d'un milliard de dollars, apportés principalement par la Banque nationale brésilienne de développement, ont été investis pour la modernisation et l'élargissement des infrastructures du port de Mariel situé à 45 km de La Havane. Les travaux ont été entrepris par la société de construction brésilienne *Odebrecht*. La Zone spéciale de développement de Mariel (ZEDM) pourra accueillir les navires de commerce de la dernière génération *Super Post-Panamax* ; elle abritera également des parcs industriels de haute technologie et des zones d'activités logistiques et commerciales.

port de Mariel, un des plus grands du bassin caribéen, permettra aux entreprises brésiliennes qui l'utiliseront d'exporter vers l'Amérique centrale, tandis que l'ouverture du canal du Nicaragua dont les travaux sont déjà lancés avec les capitaux chinois fera de Cuba un pôle commercial de première importance pour les échanges hémisphériques Nord-Sud mais aussi en direction de l'Asie-Pacifique.

Cuba consolide également les relations avec ses anciens alliés historiques : la Chine, la Russie, l'Angola, l'Algérie, la Syrie et l'Iran, mais aussi de nombreux autres pays d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie, dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Enfin, bénéficiant d'un contexte international beaucoup moins hostile, les autorités cubaines souhaitent encore développer les relations avec des alliés des États-Unis, comme le Canada et l'Union européenne, dont la stabilité et le réalisme doivent prévaloir sur les différences idéologiques. En 2014, l'UE qui est premier investisseur et second partenaire commercial à Cuba, a proposé de normaliser les relations et des pourparlers sont en cours en vue d'un accord politique et de coopération entre les deux parties⁴⁵.

Avec les États-Unis, malgré les profondes divergences qui opposent les parties, celles-ci s'engagent dans un processus d'ouverture que la présidence de Barack Obama à partir de novembre 2008 a facilité, notamment en ce qui concerne les restrictions en matière de voyage pour les Cubano-Américains ou l'envoi de *remesas* (transferts). Mais l'essentiel n'est pas encore résolu, comme va le dire Raul Castro dans son allocution du 17 décembre 2014⁴⁶, tant que l'embargo ne sera pas levé. Cuba qui coopère déjà au niveau de la sécurité dans la lutte contre le trafic de drogue et en matière de politique migratoire a également proposé une collaboration avec Washington pour faire face à la crise sanitaire d'Ebola. Son rôle essentiel pour freiner la propagation du virus n'a d'ailleurs pas manqué d'être souligné par le *New York Times*⁴⁷.

Le leadership qu'exerce aujourd'hui Cuba dans la Caraïbe et l'empathie qu'elle a suscitée en Amérique latine sont certainement le fait d'une diplomatie très active constamment menée avec tous les pays du monde et de façon inconditionnelle. Et

45 La « Position commune » que l'UE avait adoptée depuis 1996, à l'initiative du chef du gouvernement espagnol de l'époque, José María Aznar, avait affecté les relations avec Cuba qui s'étaient alors limitées à des accords bilatéraux avec les États européens. Elle soumettait toute reprise d'un dialogue institutionnel avec La Havane à une évolution dans le domaine des droits de l'homme et à l'instauration d'une démocratie pluraliste. En 2003, l'Europe avait imposé des sanctions économiques à Cuba en raison d'une vague de répression dans l'île débouchant sur l'emprisonnement de 75 dissidents. Elles furent levées à partir de 2005 consécutivement à la libération de ces prisonniers. Les déplacements successifs des ministres des Affaires étrangères néerlandais et français en février et avril 2014 devraient permettre de renouer des liens stratégiques entre Cuba et l'UE dans les domaines du tourisme, de l'agriculture et de l'énergie.

46 Allocución del presidente cubano, 17 décembre 2014, <www.cuba.cu/gobierno/rauldiscursos/2014/esp/r171214e.html>.

47 « Cuba's Impressive Role on Ebola », *New York Times*, 19 octobre 2014, <www.nytimes.com/2014/10/20/opinion/cubas-impressive-role-on-ebola.html>.

c'est sur cette notion d'inconditionnalité dans les relations internationales, revendiquée par Cuba, que s'accordent désormais les gouvernements latino-américains sur les bases du respect de la souveraineté nationale. La dénonciation de toutes les formes d'ingérence dans leurs affaires intérieures illustrent bien cette nouvelle posture, qu'il s'agisse du refus par l'Équateur de renouveler le contrat avec les États-Unis sur la base aérienne de Manta (côte Pacifique) qui expirait en 2009⁴⁸, de la dénonciation de la « militarisation » de l'Atlantique Sud par l'Argentine⁴⁹, du recours à des structures institutionnelles endogènes comme le Conseil de sécurité de l'UNASUR dans l'apaisement des conflits internes, ou encore de la demande de restructuration de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) adressée par les pays de l'ALBA⁵⁰.

Sur un plan plus politique, Cuba se retrouve à l'unisson avec cette Amérique latine souveraine et solidaire, cristallisant hier encore les tensions avec Washington lors des rencontres au sommet où il est désormais coutumier de rappeler la condamnation unanime du blocus économique et commercial auquel l'île est encore soumise à ce jour. Son entrée au sein des grandes institutions est bien le signe d'un « changement d'époque » pour reprendre l'expression consacrée du président équatorien Rafael Correa. Sa nomination comme 23^e membre permanent du Groupe de Rio en décembre 2008, cooptée par l'assemblée des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine réunis à Costa do Sauipe (Brésil), fut saluée par le président Lula en tant qu'« ouragan idéologique »⁵¹. Et si Cuba n'a pas souhaité réintégrer l'OEA dont elle avait été exclue en 1962, sa présence y est devenue de toute façon incontournable au titre de membre permanent de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC)⁵² dont elle a assumé la présidence *pro tempore* en janvier 2013.

Lorsque le président Juan Manuel Santos accepta le 26 août 2012 que La Havane devienne le siège officiel des négociations de paix entre la guérilla des Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia (FARC) et le gouvernement colombien, on put véritablement parler d'un tournant dans l'histoire de l'Amérique latine, une revanche

48 Le président Rafael Correa en avait décidé ainsi conformément à la nouvelle Constitution équatorienne de 2008.

49 « Cristina agradece a Perú el apoyo por Malvinas y llama a tener una América del Sur desmilitarizada », 20 mars 2012, <radiodelasosc.blogspot.fr/2012/03/cristina-agradece-peru-el-apoyo-por.html>.

50 Appuyé par les autres pays de l'ALBA, Rafael Correa reproche à la CIDH le caractère « néocolonial » de cet organisme dépendant de l'OEA dont le siège se trouve à Washington, alors que les États-Unis n'ont toujours pas ratifié le Pacte de San José, fondement du système interaméricain de promotion et de protection des droits de l'homme. Selon lui, les financements états-unis et européens de la CIDH expliquent le côté sélectif des recours, ce qui ne manque pas d'être perçu comme une ingérence étrangère dans la souveraineté, « Gobierno ecuatoriano reitera críticas contra la CIDH », 21 novembre 2014, <www.andes.info.ec/es/noticias/gobierno-ecuador-reitera-criticas-contra-cidh-dice-hay-injerencia-selectiva-video.html>.

51 Cf. Claudia Herrera Beltran, « Cuba ingresa al grupo de Río por unanimidad », 17 décembre 2008, <www.jornada.unam.mx/2008/12/17/index.php?section=mundo&article=032n1mun>.

52 La CELAC a été officialisée le 2 décembre 2011 à Caracas. Elle regroupe 33 pays, à l'exception des États-Unis et du Canada, compte plus de 550 millions d'habitants et s'étend sur plus de 20 millions de km².

pour Cuba alors qu'elle figurait encore sur la liste noire des États qui soutenaient le terrorisme international⁵³. Dès lors, la normalisation des relations diplomatiques entre la Havane et Washington, annoncée officiellement en décembre 2014, ne peut être perçue que comme une ultime légitimation de la Révolution cubaine.

CONCLUSION

Cinquante-six ans plus tard, c'est un bilan contrasté, fait d'ombre et de lumière, qui caractérise une Révolution originale laquelle a toujours cherché à se maintenir dans une dynamique de renouvellement. Cri d'alarme de Raúl Castro dans son allocution au Parlement cubain en décembre 2010 : « Soit nous rectifions, soit nous sombrons après avoir suivi trop longtemps le bord du précipice, et nous coulerons l'effort de générations entières »⁵⁴ ; faisant curieusement écho aux mémorables *Dix commandements pour sauver la planète, l'humanité et la vie*, le discours prononcé en avril 2008 par le président bolivien Evo Morales au Forum permanent pour les questions indigènes des Nations unies : « Ou bien nous avançons sur la voie du capitalisme et de la mort ou bien nous avançons sur la voie indigène de l'harmonie avec la nature »⁵⁵. Cuba s'inventerait-elle pour demain, à l'instar des pays bolivariens, un modèle endogène de développement sur la voie de ce « socialisme du XXI^e siècle » qui cherche un point d'équilibre entre l'idéologie marxiste traditionnelle et les mouvements socio-environnementaux, lesquels progressent sur le continent entre le modèle d'une économie productiviste comme condition du progrès social et la promotion d'un autre type de développement liant la question sociale au problème environnemental ?

Au-delà des passions contradictoires que la Révolution cubaine a suscitées, il nous a semblé opportun de revenir sur une des pages les plus lumineuses de son histoire, sa diplomatie solidaire. Éthique et/ou stratégie géopolitique, il ne nous appartient pas ici de trancher. Mais il est intéressant de constater que, si l'Amérique latine a permis à Cuba de se réinsérer sur le devant de la scène régionale, l'île communiste, à son tour, a été un facteur d'accélération du processus de changements et d'intégration en Amérique latine.

53 Le secrétaire général de l'Onu Ban ki-Moon a félicité Cuba pour son rôle dans les pourparlers de paix entre le gouvernement colombien et les Farc, 15 juin 2014, <www.cubaminrex.cu/esa/ban-ki-moon-elogia-cuba-por-acoger-dialogo-de-paz-para-colombia>.

54 Discours prononcé par Raúl Castro à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, Palais des Conventions, 18 décembre 2010, <www.cuba.cu/gobierno/rauldiscursos/2010/esp/r181210e.html>.

55 Discours prononcé par le président de la République Evo Morales au Forum permanent pour les questions indigènes aux Nations unies, New York, 23 avril 2008 : *Diez Mandamientos para salvar el Planeta, la Humanidad y la Vida*. <www.un.org/esa/socdev/unpfi/documents/statement_morales08_es.pdf>.

Et si l'unité reste encore à consolider⁵⁶, il y a toutefois une volonté commune d'aller vers la construction d'un monde multipolaire rendu désormais possible par la conjonction de forces démocratiques que constituent les acteurs du bloc de l'UNASUR (Brésil et Argentine en tête) et de l'ALBA-TCP. La diversification des relations économiques ne relève pas pour La Havane d'une stratégie récente, mais elle est ressentie aujourd'hui par tous les pays de la CELAC comme étant plus nécessaire que jamais dans l'instauration d'un équilibre mondial. Et au regard de l'histoire récente de l'Amérique latine, on comprend mieux que leur position sur cette question soit intangible.

Les nouvelles relations inconditionnelles d'amitié et de confiance que les pays de l'ALBA établissent au sein d'une Amérique latine hétérogène et à travers le monde vont bien dans le sens d'une culture de paix fondée sur le dialogue, la concertation et la coopération et dont l'objectif est de construire dans les mots de Rafael Correa : « un monde multipolaire, équilibré et juste où priment l'égalité souveraine des États et l'intérêt des peuples, où la logique financière est remplacée par la logique de développement et où la compétitivité est remplacée par la solidarité et la conscience sociale »⁵⁷.

C'est en tout cas le message qu'ont souhaité transmettre tous les hauts dirigeants de la région réunis à la Havane en janvier 2014 au 2^e Sommet de la CELAC en déclarant l'Amérique latine « zone de paix ».

56 L'Alliance du Pacifique conclue en avril 2011 par le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique a cependant creusé une fracture politique sur le continent. Elle prévoit la consolidation des relations commerciales avec la région Asie-Pacifique et se positionne, par son approche nord-américaine du marché, en contrepoids au MERCOSUR, cf. Olivier Dabène, *Observatoire mondial des enjeux et des risques*, <omer.sciences-po.fr/?q=ateliers/la-fa%C3%A7ade-pacifique-de-l%E2%80%99am%C3%A9rique-latine-un-corridor-de-prosp%C3%A9rit%C3%A9&device=mobile>.

57 Presidente del Ecuador Rafael Correa, Intervención segunda Jornada África/América del Sur (ASA), 27 septembre 2009, <www.youtube.com/watch?v=OYjFv8KFMbA>.